

## **PREFECTURE DE LA LOIRE**

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
ET EUROPEENNES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :  
Téléphone 04.77.48.48.95 :  
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier n° : 80/4765

Arrêté n° 2009/0309

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 27 juillet 2006 réglementant les activités de broyage de déchets de bois exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 7 novembre 2008 réglementant les activités de broyage et stockage de déchets de bois exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres, parcelle 101 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1299 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant la surveillance des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, suite à l'incendie survenu le 22 août 2008 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1326 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant des mesures concernant notamment l'élimination des déchets ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1417 du 24 décembre 2008 imposant à l'exploitant des mesures d'urgence, suite aux impacts en PCB constatés, et notamment des prélèvements d'eau, l'analyse des sédiments des fossés et le décapage des fossés ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 avril 2009, établi à la suite d'une visite d'inspection du 12 février 2009, constatant que les mesures prescrites ci-dessus n'ont pas été réalisées en totalité ;

**VU** les résultats des prélèvements de sols des 26 novembre 2008 et 8 janvier 2009 ;

**CONSIDERANT** qu'il reste des déchets à évacuer, que les analyses prescrites dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines n'ont pas été réalisées, et que les mesures d'urgence prescrites n'ont pas été exécutées ou partiellement, notamment en ce qui concerne les investigations sur les végétaux et les sols hors site ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : La société VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai d'un mois**, les prescriptions des articles 2.4 et 2.6 de l'arrêté n° 1299 du 8 décembre 2008 relatif à la réalisation de la surveillance des eaux souterraines.

**ARTICLE 2** : La société VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai d'un mois**, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté n° 1326 du 8 décembre 2008 relatif à l'élimination des déchets consécutifs à l'incendie.

**ARTICLE 3** : La société VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai d'un mois**, les prescriptions des articles 2 (points d'eau pouvant servir à l'abreuvement), 7 (analyse des sédiments des fossés), 8 (décapage des fossés) de l'arrêté n° 1417 du 24 décembre 2008.

**ARTICLE 4** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 5** : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 6** : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 29 mai 2009

Pour le préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE
- Z.I. Les Volons II

42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN
- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono